



FÉDÉRATION DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT, DES TRANSPORTS ET DES SERVICES
**SYNDICAT NATIONAL DES PERSONNELS
DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT**
FORCE OUVRIÈRE

Paris, le 5 Octobre 2020

Conseil National du SNP2E – FORCE OUVRIERE
du 28 au 30 septembre 2020

Collège OPA

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Le collège OPA s'est réuni toute la journée du mardi 29 septembre 2020.

Présents : Jean MARINHO DIAS, Arnaud GEOFFROY, Koumar MOHANADAS, Laurent BEAUFILS et Fabien FAVORINUS.

Absent excusé : Patrice MOTTNER

Absent : Tony SAUNIER

Deux points importants étaient principalement abordés à l'ordre du jour :

- ♦ Fonctionnement actuel du Collège et l'avenir de sa gestion, après le prochain Congrès,
- ♦ Actualité générale et statutaire des OPA.

Fonctionnement :

Le Collège OPA constate que son fonctionnement est optimal, dans une bonne ambiance de travail et de camaraderie.

Avenir :

Jean, son Secrétaire, ne prolonge pas son mandat car il souhaite faire valoir ses droits à la retraite courant 2021. Le sujet de son remplacement lors du prochain Congrès de septembre a donné lieu à un tour de table franc, sérieux et constructif.

Aucune décision immédiate et pérenne n'a été trouvée en ce sens. Cependant, des pistes ont été abordées et des solutions sont envisagées, mais le Collège a estimé qu'il fallait se donner encore un peu de temps pour aboutir à la meilleure solution possible.

Mandat a été donné au Secrétaire du Collège pour explorer certaines pistes abordées en séance et qui pourraient s'avérer intéressantes. Il informera les membres du Collège de l'évolution de ses investigations.

Un point spécifique devra être fait au sein du Collège avant le BN de mars 2021 pour arrêter une position définitive sur le fonctionnement qui sera à mettre en place après le Congrès. Une position définitive y sera alors exprimée.

Actualité et statutaire OPA :

Le point d'actualité du Collège a permis de faire les divers constats sur les dossiers locaux et nationaux et, le cas échéant, donner mandat à son Secrétaire sur les sujets OPA suivants :

MTE - MCTRCT / Permanence SNP2E-FO

Plot I – 30, passage de l'Arche 92055 LA DÉFENSE CEDEX 04

Téléphone : 01 40 81 24 20 - Télécopie : 01 40 81 24 13

Mél : fo-snp2e.syndicats@i-carre.net - Site Internet : <http://www.snp2e-fo.syndicat.min-e2.fr/>

- **Le Collège OPA se félicite** de l'abandon par le Ministère de l'inscription des OPA dans le périmètre des Lignes Directrices de Gestion promotions (LDG). **Il félicite** le SNP2E et son Secrétaire de Collège pour le combat mené pour aboutir à ce résultat.
 - Dans le même sens, **le Collège OPA mandate** son Secrétaire pour organiser et mener le combat, y compris en intersyndicale, pour sortir également les mobilités des OPA du périmètre des LDG.
 - Il a été constaté, comme FORCE OUVRIÈRE l'avait prévu lors de sa création, que la mise en place de la Prime au mérite dénommée « Complément annuel » (CA), provoque discordes et fractures entre agents et avec leur hiérarchie. Sa modulation sans moyens financiers et sur des critères opaques, fracture les équipes et dégrade les ambiances de travail. **FORCE OUVRIÈRE continue à revendiquer** son attribution forfaitaire, comme cela a été fait la première année d'attribution.
 - La baisse des effectifs et le tassement du nombre de niveaux de grades dans la nouvelle grille impactent le nombre des promotions en 2020. L'enveloppe allouée, basée sur le 1% de la masse salariale, n'est plus assez importante. En ce sens, **le Collège OPA mandate** son Secrétaire pour porter la revendication de l'augmentation du taux de calcul de l'enveloppe de promotion de 1 à 2 %, seule solution pour permettre des promotions respectant le statut et la reconnaissance de l'engagement professionnel de tous les OPA promouvables.
 - Il a été également constaté la tentative de certaines Directions de Services de contourner ou réinventer de nouvelles règles de promotions lors des CCOPA tenues cette année, autres que celles inscrites dans l'Arrêté et la note d'application de la nouvelle grille OPA. **Le Collège OPA incite** tous les représentants FORCE OUVRIÈRE des CCOPA à nous faire part des difficultés rencontrées lors de la tenue des CCOPA promotions de leurs Services.
 - De même, il a été constaté dans certaines CCOPA que le dépassement du plafond d'emplois autorisés par Catégorie est pris comme prétexte pour ne pas promouvoir certains OPA. Ce sujet a été dénoncé par FORCE OUVRIÈRE au DRH du Ministère et des autorisations sur demande sont octroyées, faut-il encore que les Directions des Services veuillent en faire la demande.
 - En outre, la mise en œuvre de concours ou examens pro internes à chaque CCOPA, pourtant prévus dans la note de gestion de la nouvelle grille, rencontrerait des réticences de la part des Services. Nous demandons aux Sections qui auraient rencontré ce genre de difficultés de nous en faire part, nous irons interpellier le Ministère à ce sujet.
 - Les OPA subissent toutes les restructurations subies par les fonctionnaires, comme actuellement dans les DDT(M) avec les SGC, prochainement dans la mise en œuvre de l'OTE et dans un futur plus ou moins proche, avec la possible vente à la découpe des DIR vers le privé et/ou les Collectivités, comme ce sera déjà le cas au 1^{er} janvier 2021 pour la DIR Est à la CEA. Dans tous les cas, les OPA n'ont pas la même boîte à outils de textes de gestion que les fonctionnaires et subissent, encore plus violemment et sans les mêmes armes, les difficultés de gestion qui en découlent...
- Le Collège OPA revendique** une harmonisation des textes de gestion de mise à disposition des OPA avec ceux des fonctionnaires et donne mandat à son Secrétaire pour porter cette revendication auprès du Ministère dans le cadre de l'ouverture des discussions statutaires prévues à l'agenda social de la Ministre, et cela avant la fin de l'année.

Dans le cadre de la reprise des négociations statutaires prévues à l'agenda social du Ministère, **le Collège OPA rappelle** ici les revendications qui ont été votées à l'unanimité lors du dernier Congrès de Fréjus et qui sont toujours d'actualité, à savoir :

- Reprise immédiate du recrutement sous statut OPA.
- Revalorisation salariale de toute la grille OPA, tenant compte du gel des rémunérations depuis 10 ans, comme sur notre proposition de grille simplifiée, mais à minima l'équivalent de 20 points d'indice d'augmentation à toutes les classifications.
- Suppression des abattements de zone de paye, avec la zone 1 pour tous les OPA.
- L'application des engagements - non respectés - de deux ministres, revalorisant la prime d'ancienneté à au moins 30 %, et en y intégrant l'actuelle Prime d'Expérience.
- Harmonisation et revalorisation du régime indemnitaire pour tous les OPA.
- Forfaitiser à tous les OPA l'attribution de la prime Complément Annuel (CA).
- Application de la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat) à tous les OPA.
- Possibilité d'accès pour les OPA aux formations dispensées aux écoles du Ministère (ENTE et ENTPE)
- Élaborer les textes de gestion qui permettent aux OPA des mobilités analogues à celles de fonctionnaires (détachement, mise à disposition, ...) à hauteur des demandes et des attentes, y compris pour les OPA MADSLD.

PENSIONS

FORCE OUVRIÈRE :

- **Réaffirme** son attachement indéfectible à l'affiliation des OPA au FSPOEIE, partie intégrante du statut des OPA.
- **Demande** l'intégration de toutes les primes au montant pris pour le calcul de la pension.
- **Exige** un dépistage immédiat et un suivi de tous les OPA actifs et retraités qui sont ou ont été exposés à l'amiante ou à d'autres produits reconnus nocifs pour la santé.
- **Exige** l'application immédiate et sans restriction du décret relatif au mouvement d'aéronefs.
- **Revendique** l'extension du dispositif amiante à tous les OPA.
- **Revendique** le départ à la retraite à taux plein pour tous les OPA après 37,5 années de cotisation.

SERVICES DU MINISTÈRE ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

FORCE OUVRIÈRE :

- **Exige** un dispositif de maintien des rémunérations pour tous les OPA dont les services ou établissements sont ou seront restructurés ou transférés.
- **Exige** notamment pour les Établissements publics, le maintien du statut et le recrutement d'OPA quel que soit leur statut juridique. Pour **FORCE OUVRIÈRE**, le retard pris dans les négociations pour la rénovation statutaire ne doit pas être un prétexte pour déroger au statut ni créer d'autres textes de gestion pour les OPA.
- **S'oppose** à toute externalisation des missions et exige la pérennisation des postes d'OPA dans les DIR, les DIRM et autres services de l'État.

- **Exige** l'égalité dans le déroulement de carrière et la rémunération des OPA quel que soit leur Service d'affectation, établissement public, ou collectivité.
- **Revendique** la préservation de l'indemnité outre-mer.
- **Revendique** la mise en place de formations spécifiques et accompagnées de moyens pour tous les OPA, notamment pour ceux affectés à de nouvelles missions, mais aussi pour faire face à l'évolution des métiers.

FORCE OUVRIÈRE REVENDIQUE ÉGALEMENT :

- L'instauration d'un treizième mois.
- La mise à jour juridique des textes de gestion découlant de la création de la nouvelle grille OPA : Arrête et Décret retraite pour les OPA MADSLD du périmètre de la Loi du 26 octobre 2009.
- Une revalorisation de la prime de métier pour tous les OPA, notamment pour les OPA n'ayant pas bénéficié d'un protocole particulier (OPA-MAD).
- Que l'ensemble des primes soit pris en compte dans le calcul de la retraite.
- Le versement de la prime d'ancienneté à raison de 1% par an.
- La revalorisation de l'indemnité spécifique de plongée pour les OPA scaphandriers, laquelle est gelée depuis plus de dix ans.

OPA MIS A DISPOSITION DES COLLECTIVITÉS SANS LIMITATION DE DURÉE (OPA MADSLD)

FORCE OUVRIÈRE attire l'attention du Ministère sur la situation particulière et difficile des 400 OPA qui ont souhaité rester à l'État comme la Loi l'autorise, en situation de MADSLD dans les Collectivités.

FORCE OUVRIÈRE demande pour ces Personnels des garanties de possibilité de déroulement de carrière et de gestion conforme aux textes statutaires de gestion OPA. Même si après les élections de décembre 2018, la cartographie des CCOPA qui les concerne a changé, les OPA MADSLD continuent à subir en 2020 le mépris des Collectivités lors des promotions ! Le Ministère doit réagir et veiller au respect de leurs droits statutaires pour leur permettre un déroulement de carrière ! Des mesures contraignantes vis-à-vis des Collectivités doivent être prises pour garantir le respect des droits des OPA MADSLD.

En ce sens, **FORCE OUVRIÈRE** revendique la mise en place immédiate d'une charte garantissant un cadre commun de gestion pour tous les OPA et exige une attention particulière du MTE sur le respect de cette charte par les Collectivités.

Le collège OPA mandate le Syndicat National pour la mise en œuvre d'un combat unitaire de l'ensemble des collèges sur l'ensemble de leurs revendications, car l'heure n'est plus au catégoriel, ni au cas par cas. Notre mobilisation doit être à la hauteur des attaques subies sur l'ensemble de nos droits et de nos instances.

Seul le rapport de force construit avec l'ensemble des sections pourra faire reculer la politique délétère et destructrice de droits des Agents publics, engagée par le gouvernement.